

Un président (de gauche) ne devrait pas dire ça

Arnaud Lismond-Mertes (CSCE)

En 2026, quelles perspectives peut offrir une gauche de rupture, et quelles perspectives peut offrir une gauche d'adaptation ? L'année commence avec les premières exclusions du bénéfice des allocations qui devraient toucher à terme plus de 190.000 chômeurs et chômeuses, surtout à Bruxelles et en Wallonie. Quelques jours avant, le président du PS, Paul Magnette, a effectué une déclaration remarquée sur ce sujet, alors qu'il était interviewé sur le résultat de sondages, favorables à son parti : *« Les gens ne sont pas dans une attitude de pure contestation. Ils nous disent : « Si vous revenez, qu'est-ce que vous allez faire ? » On nous demande par exemple : « Est-ce que vous allez remettre le chômage à vie ? » Bien sûr que non, jamais le chômage ne reviendra à durée illimitée, c'est impossible. D'abord, parce que tous les gens qui ont perdu leurs droits, on ne pourra pas les leur rendre. Et ensuite parce qu'il n'y aura jamais aucune formation politique qui acceptera de revenir en arrière sur cette réforme. On ne peut pas juste proposer le statu quo ante, il faut proposer autre chose. Il faudra travailler sur la mise à l'emploi, sur l'individualisation des droits, sur des dispositifs pour les publics en difficulté »* (1).

Alors qu'un recours contre la loi est introduit devant la Cour constitutionnelle, que de nouvelles grèves contre l'Arizona sont annoncées et que les prochaines élections fédérales ne sont prévues qu'en 2029, le président du PS a déjà annoncé que son parti renonçait à remettre en cause la réforme en cas de retour au pouvoir, tournant ainsi le dos non seulement aux milliers d'exclu.e.s mais encore à la régulation du marché du travail que représente une assurance chômage forte. La sortie du PS a été largement commentée. La nouvelle Secrétaire générale de la FGTB-ABVV, Selena Carbonero Fernandez, a indiqué que : *« accepter l'idée qu'« il n'y aurait pas d'alternative » revient à légitimer une réforme qui fragilise la Sécurité sociale et normalise la précarité comme horizon indépassable. [...] Face à cela, une autre approche est non seulement possible, mais nécessaire. Une approche qui part du principe que le chômage est un risque social, pas une faute individuelle. Une approche qui investit dans la sécurisation des parcours de vie : réouverture plus rapide des droits, fin du statut cohabitant, véritable crédit-temps, accompagnement vers des emplois de qualité. [...] »*. (2) La FGTB-ABVV n'a ici pris qu'à moitié à rebours la déclaration du président du PS. Si elle refuse le principe *« il n'y a pas d'alternative »*, ce n'est - in fine - pas pour réaffirmer la revendication du retrait de la mesure de limitation dans le temps des

allocations, mais seulement pour évoquer des mesures d'impact beaucoup plus limité.

La déclaration du président du PS est démobilisatrice. Quel message envoie-t-elle aux 190.000 personnes directement menacées d'exclusion ? Quel message au monde du travail, qui attend autre chose d'un parti qui se dit de gauche qu'un accompagnement de la casse de ses droits sous le couvert d'un « sans nous ce sera pire » ? Le point de vue de Paul Magnette a cependant le mérite d'une forme de franchise et d'apparent réalisme. En Flandre, après la liquidation du pilier démocrate chrétien au sein du CD&V et la conversion sociale-libérale de Vooruit, le PVDA (8,3 % aux élections en région flamande en 2024) et Groen (7,3 %) sont désormais les seuls partis à défendre l'absence de limi-

« Jamais le chômage ne reviendra à durée illimitée, c'est impossible »

tation dans le temps des allocations de chômage. Le problème de fond dépasse le domaine de l'assurance chômage et consiste à savoir comment concevoir un redéploiement de l'État social au niveau fédéral, dans un contexte où les partis séparatistes, peu ou prou d'extrême droite, sont actuellement quasi majoritaires en Flandre. Plus profond que le problème communautaire belgo-belge, il y a celui de savoir si l'on peut sauver l'État social, le climat, la démocratie et la paix sans rupture assumée avec le capitalisme, sans briser le carcan néolibéral de l'UE. Les abandons d'une partie de la gauche, au nom de compromis sociaux désormais refusés par le capital, apparaissent donc comme des leures dangereux et les fourriers de l'extrême droite. Aux USA, en France comme en Belgique. Certes, la revendication assumée d'une volonté de rupture, par une autre partie de la gauche, ne suffit pas non plus à construire un rapport de force, une stratégie de prise du pouvoir et une alternative concrète. En 2026, il appartiendra à chacun.e, et à toutes les forces de progrès, de continuer à œuvrer pour les construire, sans céder aux sirènes mortifères du renoncement. Cela passera par des mouvements sociaux, mais aussi par des débats honnêtes et ouverts. Nous y contribuerons.

(1) Le Soir, 27.12.25

(2) Facebook, 31.12.25